

QUI SOMMES-NOUS ?

Né, au début de l'année 2024, de la volonté de quelques un·e·s* de rendre plus visibles et plus efficaces les différentes expressions de lutte contre les extrêmes droites, le collectif **RIPOSTES** a d'abord lancé un premier appel, le 1^{er} mai 2024, qui a réuni plusieurs centaines de signatures. Issues pour l'essentiel du monde syndical et associatif et réparties sur l'ensemble du territoire, ces signatures exprimaient le besoin de devenir plus fort·e·s, ensemble, pour faire pièce à la montée du fascisme et au déferlement de ses thématiques dans tous les domaines de l'existence.

Pour que cet appel ne reste pas lettre morte, comme la plupart de ceux qui l'avaient précédé, un site a été lancé dans la foulée et s'est enrichi depuis, préfiguration de ce que pourrait être un outil commun au service des combats multiformes contre les extrêmes droites et les droites autoritaires qui lui emboîtent le pas.

À côté d'un agenda et d'un « fil d'actualité », d'autres rubriques sont venues enrichir ce site : outils et contacts, décryptages, campagnes, dossiers thématiques, revues de presse...

(*) Les trois associations à l'initiative de **RIPOSTES** : Au Nom de la Mémoire, Association des Ami·e·s de Maurice Rajfus, Réseau féministe « Ruptures ».

WWW.RIPOSTES.ORG

et sur les réseaux sociaux **Bluesky** @ripostes-antifa
et **Mastodon** @ripostes

Ce texte est libre de droits et de diffusion, vous êtes encouragés à le copier pour l'utiliser sur vos propres supports, merci de nous mentionner comme source avec notre adresse www.ripostes.org.



Le concept de fémonationalisme, forgé par la sociologue Sarah Farris¹, désigne «l'utilisation du féminisme à des fins sécuritaires, nationalistes et réactionnaires et surtout racistes». L'extrême droite instrumentalise les préoccupations féministes, notamment la lutte contre le harcèlement, pour justifier des politiques anti-immigration et racistes.

C'est aussi utiliser le féminisme pour mieux faire passer des idées très conservatrices du rôle « naturel » de l'homme et, surtout, de celui de la femme, et s'adresser à un électorat, jusqu'ici majoritairement masculin, qu'elle contribue à élargir en le féminisant.

Le concept de fémonationalisme met en avant cet amalgame entre nationalistes d'extrême droite, néolibéraux, fémoocrates et féministes, au nom des droits des femmes.

Les fémonationalistes s'approprient ou plus exactement instrumentalisent le féminisme et sa dénonciation du patriarcat en visant les migrants, issus des continents où l'Islam est dominant en dénonçant des sociétés patriarcales qui oppriment les femmes... Comme si les autres religions n'étaient pas dominées par une vision patriarcale de la société.

FANTASMES ET PHOBIES

Au-delà des fantasmes sur le genre c'est l'égalité femmes/hommes que refusent les féministes d'extrême droite. Les mobilisations contre le « mariage pour tous » (LMPT), contre « la théorie du genre » et les ABC de l'égalité² ont permis le réveil d'une France traditionaliste qui a réinvesti les réseaux de l'Église catholique et essaie de peser politiquement. Bataille idéologique sur la remise en question de la famille, par nature composée d'un père et d'une mère, et la mise sur le même plan de l'homosexualité et de l'hétérosexualité... Dans le sillage du « mariage pour tous », tout projet concernant la famille est vécu comme une mise en danger de l'enfant, comme un démantèlement

¹ Sociologue, enseignante-chercheuse à l'Université Goldsmiths, à Londres. Autrice notamment de *Au nom des femmes « fémonationalisme » : les instrumentalisations racistes du féminisme*, éditions Syllepse, 2021. Des articles sont aussi disponibles sur *Contre Temps* revue de critique communiste.

² L'ABCD de l'égalité est un programme d'enseignement visant à lutter contre les stéréotypes de genre dans les écoles maternelles et élémentaires, expérimenté entre 2013 et 2014 dans 600 classes.

(Haute-Vienne), jeudi 6 mars. La soirée, organisée par le parti d'extrême droite Reconquête, est consacrée au «féminisme identitaire» développé par Némésis. Sa priorité? «Défendre la civilisation européenne» en exigeant «l'arrêt de l'immigration», expliquent ses trois membres présentes. (cf. Le grand remplacement)

Ce 8 mars, à Paris, elles attendent de pouvoir défiler toute l'après-midi dans un square avec Sarah Knafo, députée européenne de Reconquête, dénonçant le fait que les organisatrices de la manifestation ne veulent pas d'elles. Le cadre unitaire les a empêchées de manifester et elles n'ont pu rejoindre la place de la République que très tard, protégées par la police mais elles n'auront pas pu manifester.

Némésis qui est l'exemple même du fémonationalisme bénéficie de fait du soutien du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau qui, en janvier 2025, a déclaré : « Bravo pour votre combat. Vous savez que j'en suis très proche » !

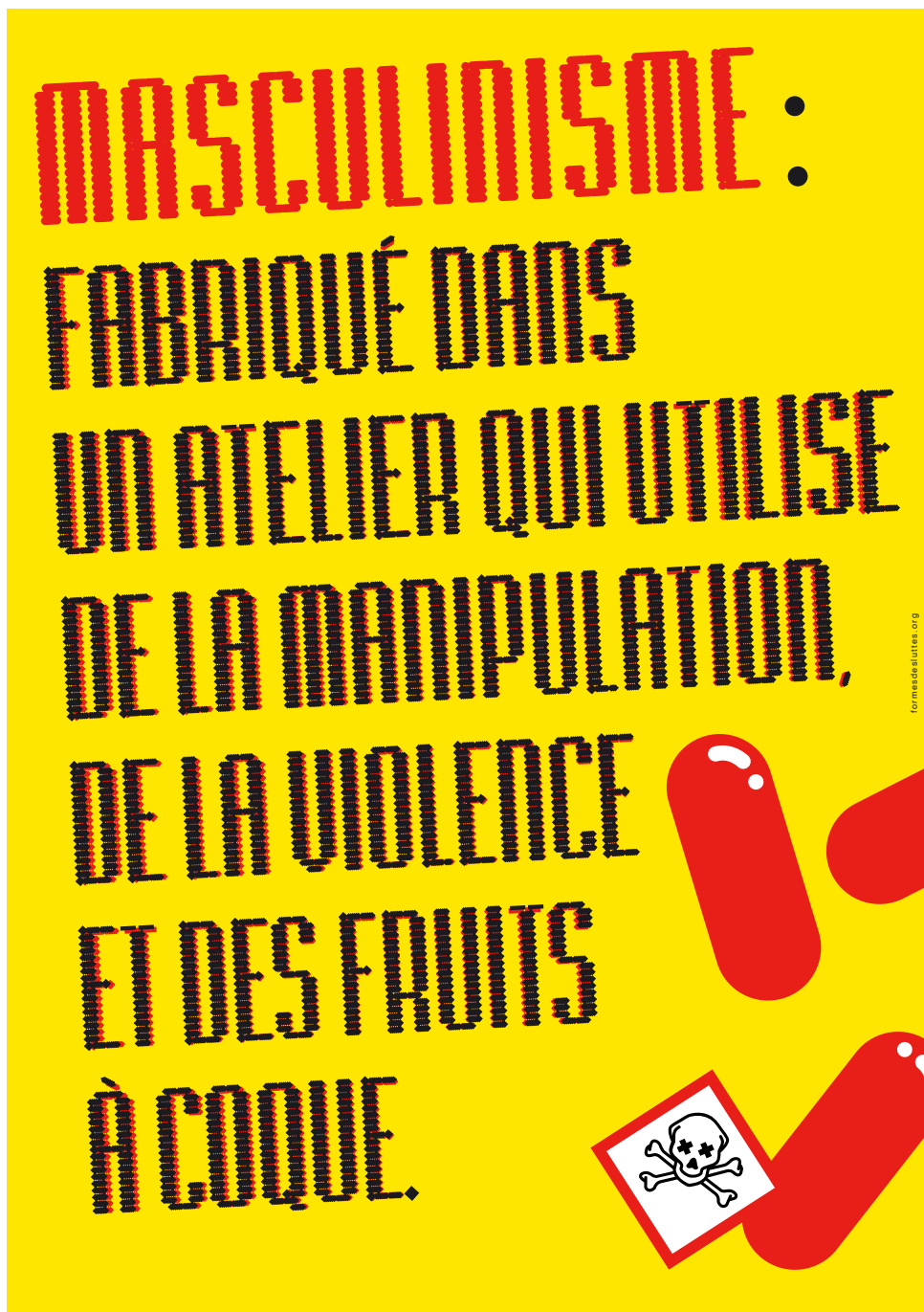
Le fémonationalisme imprègne aussi le RN. «J'ai peur que la crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes», accusait ainsi Marine Le Pen en 2016. Six ans plus tard, évoquant le harcèlement de rue dans une «lettre aux Françaises» publiée par *Le Figaro*, la dirigeante proposait d'expulser les étrangers «qui se livrent à ces pratiques outrageantes».

HARCÈLEMENT, PROVOCATIONS ET VICTIMISATION

Une enquête du quotidien *L'Humanité*, en date du 22 février 2026, a révélé les conversations secrètes (sur Telegram) entre Némésis et des membres de la mouvance néonazis, remontant à l'automne 2025, pour agresser des militants de gauche à Lyon.

Cette enquête confirme un mode opératoire utilisé à de nombreuses reprises, consistant à utiliser des militantes de Némésis comme appât, lors d'une distribution de tracts ou lors d'une opération de perturbation d'un événement organisé par la gauche ou l'extrême gauche. Le guet-apens se refermant brutalement sur les militant-e-s antifascistes protestant contre cette opération de harcèlement, par l'intervention violente des nervis néonazis, préalablement renseignés.

Cette enquête confirme donc la très forte proximité de ce groupe fémonationaliste avec ce qu'il y a de pire à l'extrême droite, un certain nombre des animatrices de Némésis étant d'ailleurs issu de cette mouvance particulièrement raciste et violente. Ce mode opératoire a vraisemblablement été utilisé le 12 février 2026, lors de la conférence de Rima Hassan, à Sciences-Po Lyon, avec l'issue mortelle que l'on connaît pour l'un des nervis néonazis participant à ce guet-apens, transformé depuis en martyr.



de la structure familiale, comme une menace pour « la civilisation ». Ce sont des femmes qui ont mené cette offensive. Des femmes en compétition les unes avec les autres pour la direction du mouvement LMPT, Frigide Barjot, Béatrice Bourges (porte-parole du Printemps français¹), Ludovine de la Rochère, présidente de la « Manif pour tous », et Farida Belghoul, jadis marcheuse pour l'égalité², aujourd'hui ralliée à l'extrême droite et à l'initiative de la « journée de retrait de l'école »³. Elles s'engagent contre l'égalité et l'indifférenciation des sexes.

Cette phobie s'est cristallisée contre la théorie du genre avec les ABC de l'égalité. La rumeur a pris de l'ampleur : parler d'égalité entre les sexes reviendrait à parler de sexualité à des enfants, les inciter à l'homosexualité et pire encore à changer de sexe. Cet activisme réactionnaire se réactive fortement après la parution au journal officiel le 25 février 2025 du programme « Éducation à la Vie Affective Relationnelle et à la Sexualité » (EVARS) adopté à l'unanimité du Conseil supérieur de l'Éducation et qui doit se mettre en place à la rentrée 2025 dans l'ensemble des établissements scolaires. Plusieurs associations réactionnaires, dont le Syndicat de la Famille (ex manif pour tous) et SOS Éducation ont déposé un recours au Conseil d'État en vue d'annuler la mise en place du programme.

Des figures, (comme la blogueuse Solveig Mineo, coautrice avec Yann Meridex du *Manifeste de l'Occidentalisme*) et des collectifs en non-mixité (Belle et rebelle, les Caryatides, Les Antigones puis Némésis plus tard) ont émergé dans les années 2010-2015, dans la foulée de La Manif pour tous, explique la politologue et historienne Magali Della Sudda dans *Les Nouvelles Femmes de droite* (Hors d'atteinte, 2022). Ces militantes sont souvent des étudiantes ou de jeunes diplômées, urbaines, blanches et catholiques. Certaines ont fait leurs armes dans les mouvements nationalistes ou identitaires, à l'image d'Alice Cordier au sein de l'Action française.

Au cœur de leur discours : la critique de mouvements qu'elle appellent « néo-féministes », parmi lesquels FEMEN, Osez le féminisme, #NousToutes, et qu'elles accusent de compromission sur le sujet de l'immigration. Ces militantes d'extrême droite se scindent en deux catégories : certaines, comme l'ancienne porte-parole de Génération identitaire Thaïs d'Escufon, « professent un antiféminisme classique dans les droites radicales », tandis que d'autres, telles les membres de Némésis, revendiquent « une partie de l'héritage des combats féministes comme la possibilité de faire des études et de mener une carrière », relève Magali Della Sudda.

¹ Mouvement réunissant militants d'extrême droite, catholiques traditionalistes et identitaires et prônant des actions radicales contre le mariage homosexuel.

² Marche antiraciste qui s'est déroulée en France du 15 octobre 1983 au 3 décembre 1983, elle fut la première manifestation issues des jeunes des quartiers populaires pour dénoncer les crimes racistes, les violences policières et les inégalités.

³ Les Journées de Retrait de l'École (JRE), visent à boycotter l'enseignement de la théorie du genre en incitant les parents à retirer leurs enfants de l'école un jour par mois, campagne largement déployée par SOS Éducation.

CONTRE L'IMMIGRATION, PLUS QUE CONTRE LE PATRIARCAT

Le collectif Némésis, groupe né à Paris en 2019, existe dans quelques villes. Les militantes s'activent principalement sur les réseaux sociaux avec l'organisation de visioconférences et d'interviews. Némésis se veut le refuge des femmes désabusées, déçues des féminismes actuels et recrute des femmes pour des événements d'extrême droite, comme la marche anti PMA-GPA, le rassemblement de Génération Identitaire contre l'islamisme et la « fête de Synthèse nationale ». Pour Némésis, le féminisme dénature la féminité. Les militantes de ce collectif sont contre l'immigration, plus que contre le patriarcat. Elles associent immigration et violences sexuelles. Ainsi, Némésis ne veut pas tomber dans la « paranoïa », « la peur de l'homme » et vient dire à ceux qui se sentent menacés : nous aimons les hommes, nous défendons les hommes – blancs – et nous n'allons pas (trop) les remettre en question. Sur le plateau de TV Libertés, chaîne audiovisuelle d'extrême droite, la fondatrice du collectif affirmait en mars 2020 « nous sommes les grandes défenseur-e-s des hommes blancs, aujourd'hui pointés du doigt ».

Ce féminisme d'extrême droite se concentre sur « la sécurité, perçue comme le premier droit des femmes », souligne Magali Della Sudda. Ou plutôt d'une partie des femmes, que Némésis appelle « nos filles, nos sœurs, nos mères », désignant en réalité les « femmes françaises ». Le collectif estime par exemple qu'« une femme peut s'habiller comme elle l'entend », tout en réclamant l'interdiction pour les femmes musulmanes de porter le voile dans l'espace public. De la même manière, Némésis se distingue d'une majorité de mouvements féministes, qui dénoncent des « violences systémiques » masculines, en désignant une seule catégorie d'hommes – les immigrés, et en particulier les musulmans – comme une menace. Elles revendiquent être 200, c'est un petit noyau de militantes. Par contre Némésis compte des dizaines de milliers d'abonné-e-s sur les réseaux sociaux. Elles ont une bonne communication.

Féminines et féministes, elles surfent sur une image à la fois d'un modèle traditionnel de féminité et un militantisme « guerrier » assumé.

Némésis appelle à voter pour les élections européennes et législatives de 2024 pour le RN. C'est un tournant par rapport à la posture d'un féminisme identitaire assumée au moment de la création de Némésis où la fondatrice se mettait en scène avec un fusil d'assaut..

Mais tout en se prononçant contre l'égalité homme/femme avec une vision traditionnelle de l'homme et de la femme, elles peuvent déclarer vouloir imposer une idée de l'égalité des genres et de la libération des femmes aux communautés migrantes, par leur adoption du mode de vie féminin occidental qui faciliterait leur propre intégration dans la société occidentale. Ainsi les femmes sont perçues comme les vecteurs de l'intégration, sur un mode proche de l'assimilation. Les discours concernant l'intégration des migrants s'appuient sur une analyse genrée : ce sont les hommes, et non les femmes, qui créent des problèmes dans le processus d'intégration, les hommes étant perçus comme représentant un danger culturel pour l'Europe.

En effet un grand nombre de migrantes sont employées essentiellement dans une branche de l'économie : le secteur domestique et celui des soins, dans lesquels la sous-traitance d'une femme par une autre femme du travail domestique et des soins est largement acceptée. Ainsi les femmes migrantes ne sont plus perçues comme celles qui volent le travail ou profitent des aides sociales, elles sont les « domestiques » qui aident à maintenir le bien-être des familles et des individus européens.

D'ailleurs en Italie le gouvernement d'extrême droite de Méloni va régulariser plusieurs milliers de femmes, essentielles à l'économie, notamment dans les métiers du soin et de l'aide aux personnes.

UNE STRATÉGIE D'OCCUPATION DU TERRAIN

Némésis occupe le terrain : première apparition dans les manifs féministes avec des pancartes dénonçant les violeurs étrangers lors de la première manifestation #NousToutes en novembre 2019.

En janvier 2021, elles sont déguisées en burqa, place du Trocadéro avec une bannière : « La France dans 50 ans ! ».

Lors du carnaval de Besançon (Doubs), le 7 avril 2024, deux militantes du collectif Némésis brandissent des pancartes sur lesquelles on peut lire « Voleurs étrangers dehors » et « Libérez-nous de l'immigration ». La maire a porté plainte et la militante Yoana, une des porte parole de Némésis est poursuivie pour menace par le tribunal.

Le 27 juin 2024, portant de fausses pancartes, elles s'installent au sein du meeting en plein air contre les extrêmes droites, place de la République, protégées par une sécurité privée. Elles avaient camouflé leurs pancartes sous des slogans antifascistes. Elles déchirent ces affiches et découvrent leurs pancartes. Elles ciblent le NFP (Nouveau front populaire) en insistant sur Rima Hassan. « Voter NFP c'est voter pour Quatrengens » (ex député La France insoumise, condamné pour violences conjugales). Elles scandent : vous n'êtes pas féministes. Action reprise immédiatement par les médias Bolloré, *Valeurs actuelles*, *Figaro*, et Alice Cordier, invitée par Hanouna sur Europe 1 et CNews.

Elles vont systématiquement instrumentaliser un féminicide commis par un migrant. En septembre 2024, après l'assassinat de la jeune Philippine, elles vont instrumentaliser le fait que le meurtrier soit un Marocain récidiviste qui fait l'objet d'une OQTF (obligation de quitter le territoire français) en organisant un rassemblement.

8 mars 2025 : offensive de plus en plus préparée de la part de Némésis, comme pour le 25 novembre 2024. Plutôt que des apparitions surprises, elles choisissent de manifester, c'est notamment le cas à Paris où le 25 novembre elles vont défiler encadrées par les flics sur le parcours déposé par les deux collectifs Grève féministe et #NousToutes. « On est en train de manger le féminisme de l'intérieur, et d'en créer un nouveau. » affirme Alice Cordier à l'avant-veille de la Journée internationale des droits des femmes devant 70 personnes qui sont venues écouter la présidente de Némésis, dans le centre de Limoges